



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'énergie opérationnelle
Centre de soutien technique et
administratif**

Approvisionnement courant en carburants aériens par train et caboteur

Règlement de la consultation (RC)

Numéro de consultation : DAF_2026-004-CSTA

Procédure de passation : La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

OFFRES :

Date limite de réception des offres fixée au **19 mars 2026 à 16h00**

1. CONTEXTE	3
2. ACHETEUR.....	3
3. OBJET DE LA CONSULTATION	3
4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
6. INFORMATION DES CANDIDATS	4
6.1 Contenu des documents de la consultation.....	4
6.2 Coordonnées pour renseignements	4
6.3 Modalités de retrait et de consultation des documents	4
6.4 Modification des documents de la consultation	5
6.5 Questions / Réponses.....	5
7. CANDIDATURE.....	6
7.1 Groupement d'opérateurs économiques.....	6
7.2 Interdictions de soumissionner	6
7.3 Interdictions de soumissionner en cas de groupement.....	6
7.4 Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat	7
7.5 Examen des candidatures	7
8. MODALITES DE PRESANTATION POUR LES CANDIDATS	8
8.1 Présentation de la candidature par DUME.....	8
8.2 Présentation de la candidature sans DUME	8
8.3 Pièces de l'offre.....	9
8.4 Critères d'attribution des offres	10
8.5 Date et heure limites de réception des plis	10
9. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE	12
9.1 Durée de validité des offres.....	12
9.2 Mise au point	12
9.3 Documents à fournir	12
10. LANGUE.....	13
11. CONTENTIEUX.....	13

1. CONTEXTE

Le contexte est décrit dans le cahier des clauses particulières (CCP) du présent marché.

2. ACHETEUR

L'acheteur au sens de l'article L.1210-1 du Code de la commande publique (CCP) est :

Ministère des Armées et des Anciens Combattants

Service de l'énergie opérationnelle

Centre de soutien technique et administratif (CSTA¹)

Bureau Achats / Section Carburant

Caserne Thiry – 47 rue Sainte Catherine – CS 60016 – 54035 NANCY Cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03.83.19.34.16

Adresse INTERNET (site PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

3. OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet l'approvisionnement courant en carburants aériens, par train et caboteur, des établissements du service de l'énergie opérationnelle (SEO) et de ses clients en France métropolitaine.

Le marché est un accord-cadre à bons de commandes de fournitures.

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre est subdivisé en 2 lots établis en fonction du mode de transport utilisé comme suit :

- Lot n° 1 : "F-35 - DDP train" - Livraison par wagons réservoirs civils de carburéacteur en régions Ile de France – Nouvelle Aquitaine – Centre Val de Loire
- Lot n° 2 : "F-35 - DDP caboteur" - Livraison par navire civil de carburéacteur en régions Pays de la Loire et Corse

Le montant estimatif de l'accord-cadre sur 4 ans est de 221 M€ HT.

¹ L'arrêté du 20 octobre 2021 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2020 portant organisation du service de l'énergie opérationnelle et divers arrêtés intéressant le ministère de la défense a transformé la direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées (DELPIA) en deux entités distinctes suivantes : le commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (CLEO) et le centre de soutien technique et administratif (CSTA).

Les opérateurs économiques peuvent postuler pour un lot ou l'ensemble des lots.
Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire qui s'exécute par bons de commande avec un attributaire par site.

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L.2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

La procédure est entièrement électronique, dès la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est de trois (3) ans et prendra effet à compter de la date de notification au(x) titulaire(s).

A l'issue de cette période, l'accord-cadre peut être reconduit une fois de façon tacite pour une durée de un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre n'excède quatre (4) ans.

Les titulaires ne peuvent s'opposer à la reconduction prévue ci-dessus.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le titulaire expressément par écrit, au moins un (1) mois avant la date de reconduction effective.

6. INFORMATION DES CANDIDATS

6.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de la consultation,
- le cahier des clauses particulières du 20 novembre 2025 et ses annexes,
- l'acte d'engagement et ses annexes à renseigner par le candidat.

6.2 Coordonnées pour renseignements

Centre de soutien technique et administratif du service de l'énergie opérationnelle – Bureau achats – section carburant.

csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr
justin.pinet@intradef.gouv.fr

Justin PINET - acheteur : 03.83.19.34.16

L'ensemble des demandes d'informations relatives à la présente consultation doivent être faites via la plateforme PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

6.3 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr). Les candidats sont invités à s'inscrire sur la plateforme afin de pouvoir être destinataires le cas échéant des modifications apportées aux documents de la consultation.

Les opérateurs économiques faisant le choix de télécharger le dossier de consultation de manière anonyme ne seront pas informés des éventuelles modifications apportées au dit dossier.

6.4 Modification des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des plis.

Renseignements complémentaires : Conformément à l'article R. 2132-6 du code de la commande publique les renseignements complémentaires éventuels sont envoyés au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis. À cette fin, les opérateurs économiques feront donc parvenir leurs éventuelles questions avec un préavis suffisant pour permettre à l'administration d'y répondre, soit au maximum 8 (huit) jours avant la date limite de remise des plis.

Il est à noter que le service de l'énergie opérationnelle (SEO) portera à la connaissance de tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation les éléments de réponse fournis. Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis un pli avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des plis.

Dans l'hypothèse où la date de remise des plis initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des plis dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

6.5 Questions / Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les questions aux demandes de renseignements complémentaire et aux compléments d'information, reçues jusqu'au huitième jour avant la date limite de réception des plis, sont transmises aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des plis.

Lorsqu'un complément d'informations nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans le délai des 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, le délai de réception

des offres est reporté dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique.

7. CANDIDATURE

7.1 Groupement d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

La forme du groupement n'est pas imposée. En cas de groupement conjoint, chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par le marché. Le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. En cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement est engagé sur l'ensemble des prestations du marché.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

7.2 Interdictions de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique, les opérateurs économiques se trouvant dans au moins un des cas mentionnés, sont exclus de plein droit de la procédure de passation.

En outre l'acheteur se réserve le droit d'exclure de la procédure de passation les opérateurs économiques se trouvant dans une des situations des articles L.2141-7 à L.2141-14 du code de la commande publique.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur.

7.3 Interdictions de soumissionner en cas de groupement

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

7.4 Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves concernant leur aptitude et capacités.

L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les pièces demandées dans le dossier de candidature doivent être en langue française. Les documents émanant des autorités administratives du pays du candidat, celui-ci doit alors fournir une traduction de ce document.

Par ailleurs, l'acheteur se réserve le droit de demander des compléments de candidatures.

7.5 Examen des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, l'acheteur éliminera les candidats qui entrent dans un des cas d'interdiction de soumissionner, ou qui ne produisent pas les pièces exigées ou qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques ou financières, ou qui n'atteignent pas les niveaux minimums de capacités exigées pour exécuter les prestations concernées.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :
Les garanties et capacités professionnelles, techniques et financières.

Les niveaux minimaux requis sont pour chaque lot :

- pour le lot par wagons-réservoirs (WR) (lot 1) :
 - Être en mesure de charger des WR d'une capacité unitaire de 80 m³ (par rame de 22 WR maximum) équipée de moyens de contrôle des quantités au chargement (compteurs volumétriques ou moyens de pesage) étalonnés.
 - Être en mesure de fournir du carburéacteur, conformément aux spécifications techniques, en régime « sous douane » et de rédiger les documents d'accompagnement.
- pour le lot par caboteurs (lot 2)
 - Être en mesure de fournir du carburéacteur par voie maritime, conformément aux spécifications techniques, en respectant les règles environnementales et sécuritaires en vigueur.
 - Être en mesure de décharger la cargaison de produit par sea-line pour Solenzara et disposer de moyens de contrôle des quantités au déchargement.
 - Être en mesure de fournir du carburéacteur en régime « sous douane » et de rédiger les documents d'accompagnement.

8. MODALITES DE PRESENTATION POUR LES CANDIDATS

8.1 Présentation de la candidature par DUME

Conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la capacité de présenter leur candidature sous forme écrite d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.

Si la candidature est présentée sous forme de DUME, il devra être rempli directement sur le profil acheteur du portail de la PLACE en renseignant :

La partie A : Aptitude

- inscription sur un Registre du Commerce

La partie B : Capacités économiques et financières

- chiffre d'affaires annuel « général » des trois derniers exercices ;
- chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité des trois derniers exercices ;
- une assurance contre les risques professionnels ;

La partie C : Capacités technique et professionnelle

- description des principales livraisons effectuées sur les trois dernières années ;
- indication sur assistance par des techniciens ou des organismes techniques responsables du contrôle de la qualité ;
- description des équipements techniques et les mesures employées pour assurer la qualité ;
- description des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement mise en œuvre par le candidat ;
- les effectifs moyens annuels ;
- description de l'outillage, matériel et équipement technique utilisée pour l'exécution du marché ;
- certificats établis par des instituts chargés du contrôle de la qualité.

La partie D : Dispositifs d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale

- détail des certificats établis par des organismes indépendants concernant les normes d'assurance de la qualité.

Il est obligatoirement transmis par voie électronique.

8.2 Présentation de la candidature sans DUME

S'il ne souhaite pas remettre un DUME, le candidat fournit, conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique, l'ensemble des éléments suivants : Eléments relatifs à sa situation propre

- 1 - La lettre de candidature DC1 ou document équivalent comprenant la déclaration sur l'honneur concernant les exclusions prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

2 - La déclaration du candidat DC2 ou document équivalent.

3 - En application de l'article R.2143-9, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), s'il est en redressement judiciaire.

4 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services, objet de la présente consultation, réalisés au cours des trois derniers exercices (*les entreprises nouvelles fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création*).

5 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

6 - Une déclaration indiquant les moyens (moyens, matériels, équipements techniques) dont le candidat dispose pour l'exécution du marché.

7 - La présentation d'une liste des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant approximatif, l'année et selon les principaux destinataires publics ou privés. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire, ou à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Pour les candidats établis dans un état autre que la France, se conformer aux prescriptions de l'article R. 2143-6 du code de la commande publique.

8.3 Pièces de l'offre

Pour chacun des lots, le candidat devra fournir :

- L'acte d'engagement et ses annexes, indiquant l'ensemble des lots pour lesquels l'offre est présentée, dûment complétés, datés et signés par une personne habilitée à engager la société.

Un mémoire technique présentant :

Le descriptif des contrôles effectués et des précautions prises pour garantir la qualité du produit jusqu'à la livraison finale (informations sur les laboratoires auxquels il a recours ...).

Les certificats de qualité de produit pouvant être fourni dans le cadre des prestations demandées.

Les certificats établis par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références aux spécifications techniques prévues au cahier des clauses particulières du marché. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Pièce relative au pouvoir des personnes habilitées à engager la société.

Un relevé d'identité bancaire ou postal.

Nota : La signature électronique remplace la signature manuscrite et est nécessaire pour signer l'acte d'engagement au moment de l'attribution du marché (le certificat électronique devient donc indispensable).

Ainsi, la signature électronique n'est pas obligatoire au stade de la remise des offres. Seule l'offre de l'attributaire sera signée au terme de la procédure.

Néanmoins, si le soumissionnaire dispose de la signature électronique à la date de remise des offres, il peut signer électroniquement l'acte d'engagement au moment du dépôt de son pli dans PLACE.

8.4 Critères d'attribution des offres

L'attribution des lots se fera par lot et par site. Chaque site sera analysé indépendamment les uns des autres.

Les critères de choix pour l'attribution de chacun des lots sont décrits en annexes 2 et 3 du cahier des clauses particulières du 20 novembre 2025.

8.5 Date et heure limites de réception des plis

Les date et heure limite fixées pour la remise des plis est **le 19 mars 2026 à 16h 00**.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois prendre en considération les plis antérieurs s'il s'avère que le dernier pli n'est qu'un complément aux éléments transmis antérieurement.

Aucun envoi par télécopie ou par courriel ne sera accepté. Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Les candidats disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la PLACE ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la PLACE, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la PLACE notamment, ***nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr***, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

REMARQUES IMPORTANTES :

Les candidats doivent s'assurer qu'ils disposent d'une signature électronique valide et conforme à la norme eIDAS (la délivrance d'une signature électronique par un organisme habilité pouvant prendre plusieurs jours). S'ils ne disposent pas déjà d'une signature électronique valide, se procurer un certificat numérique de signature utilisable pour les marchés publics conforme aux exigences de l'arrêté du 15 juin 2012 et au RGS (référentiel général de sécurité). Les prestataires admis à commercialiser ce certificat sont listés sur le site Internet : www.lsti-certification.fr.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. La signature des documents se fait de manière électronique sur la PLACE. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas la fonction « Vérifier la signature » de la rubrique « Outils de signature » de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de sa signature électronique conformément à l'arrêté cité supra.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la PLACE empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des plis peuvent être modifiées.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique, **une copie de sauvegarde** peut être adressée au pouvoir adjudicateur. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- « copie de sauvegarde » ;
- intitulé de la consultation ;
- nom ou dénomination du candidat.

Les documents figurant sur ce support (papier ou numérique) doivent être revêtus de la signature électronique (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Les éléments transmis par le candidat seront éventuellement rematérialisés et la candidature fera l'objet d'une signature manuscrite de la part du candidat retenu dans les délais définis par l'administration avant notification du marché.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la

consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait aux adresses suivantes :

Dépôt : du lundi au jeudi : de 09 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 et le vendredi : de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00.

Le candidat devra alors impérativement indiquer sur son pli :

- le nom de l'entreprise candidate
- "Accord-cadre APPRO COURANT TRAIN ET BARGE 2026"
- "Ne pas ouvrir par le bureau courrier"
- "Copie de sauvegarde"
- Centre de Soutien Technique et Administratif
- Justin PINET acheteur – Tél : 03.83.19.34.16
- Mathilde RICARD – chef de section

Envoi en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : Centre de Soutien Technique et Administratif Caserne Thiry, 47 rue Sainte-Catherine - CS 60016 - 54035 Nancy Cedex

9. ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Les critères de choix pour l'attribution des lots n° 1 et 2 sont décrits en annexes 2 et 3 au cahier des clauses particulières du présent marché.

9.1 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9.2 Mise au point

Il peut être demandé au soumissionnaire retenu, en accord avec lui, de procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du marché public.

9.3 Documents à fournir

Dans tous les cas, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa

candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché, n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;

- le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents énoncés ci-dessus.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsque le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché entre dans l'un des cas d'interdictions de soumissionner facultatives, il est invité à établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

10. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

11. CONTENTIEUX

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur peuvent recourir à la transaction afin de régler l'amiable leur litige, conformément à l'article L.2197-5 du Code civil.

Médiation - Organe chargé des procédures de médiation :

Bureau des développements numériques

SG SIRCOM

Télédoc 536

75572 PARIS CEDEX 12

Comité consultatif :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Nancy :

Préfecture de Meurthe-et-Moselle

1 rue du Préfet Claude ERIGNAC

54038 NANCY CEDEX

Les comités de règlement amiable des différends sont des organismes consultatifs de conciliation, qui peuvent être saisis de tout différend survenu au cours de l'exécution d'un marché public. Ils ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable (articles R. 2197-1 et suivants). Ce ne sont ni des juridictions, ni des instances d'arbitrage : ils émettent des avis que les parties sont libres de suivre ou non.

En cas de litige résultant de l'exécution du présent marché, le droit français est seul applicable.

Les différentes voies de recours sont les suivantes :

1) Référé pré contractuel (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

2) Recours pour excès de pouvoir contre la décision du pouvoir adjudicateur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois (article R421-1 du CJA) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

3) Référé contractuel (article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat).

4) Recours en contestation de validité du contrat (recours de pleine juridiction par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DEPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994) par tout tiers susceptible d'être lésé dans leurs intérêts, assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion de l'accord-cadre.

5) Recours indemnitaire (article R.421-1 et suivants du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

Tribunal administratif :

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le :

Tribunal administratif de Nancy

5 Place de la Carrière

Case officielle n° 20038 - F

54036 Nancy Cedex